

DEPARTEMENT du PAS-de-CALAIS

SERVICE MARITIME
des Ports de
Boulogne-sur-Mer et Calais

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de CALAIS

Le Préfet du Pas-de-Calais
Officier de la Légion d'Honneur,

Délimitation, côté terre, des lais
et relais de mer incorporés au
Domaine Public Maritime.

VU dressé par le Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais, le projet de délimitation, côté terre, des lais et relais de mer situés sur le territoire de la Commune de CALAIS, incorporés au domaine public maritime par arrêté préfectoral du 16 février 1976,

VU la loi n° 63-1178 du 28 Novembre 1963 relative au domaine public maritime, notamment son article 2,

VU les décrets n° 66-413 du 17 juin 1966 et n° 69-270 du 24 mars 1969 pris pour l'application de la loi susvisée,

VU le décret n° 72-879 du 19 septembre 1972 portant modification de la loi n° 63-1178 du 28 Novembre 1963,

VU l'avis favorable émis le 5 Novembre 1971 par la Commission Départementale des Rivages de la Mer sur les propositions de classement dans le domaine public maritime des lais et relais de mer constitués avant la promulgation de la loi du 28 novembre 1963, dépendant du domaine privé de l'Etat et situés sur le territoire de la Commune de CALAIS,

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 1976 prescrivant la mise à l'enquête du projet de délimitation des lais et relais de mer en cause dans les formes déterminées par le décret susvisé du 24 mars 1969,

VU les résultats de l'enquête, les notifications aux propriétaires riverains et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,

VU l'avis favorable en date du 19 octobre 1976 de M. le Sous-Préfet de Calais,

..../...

VU l'arrêté préfectoral n° 03-10-581 du 14 mai 1976,

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées chargé du Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et Calais et de M. le Secrétaire Général du Pas-de-Calais,

A R R Ê T É :

Article 1er. -

Les lais et relais de la mer constitués avant la promulgation de la loi du 28 novembre 1963 sur le territoire de la commune de CALAIS et incorporés au domaine public maritime par arrêté préfectoral du 16 février 1976 sont délimités, côté terre, par les lignes polygonales A B C D E F G, d'une part, A₁ B₁ C₁ D₁ E₁ F₁ G₁ H₁ I₁ J₁ K₁ L₁ M₁ N₁ O₁ P₁ Q₁ et A₂ B₂ C₂ D₂ E₂ F₂ G₂ H₂ I₂ J₂ K₂ L₂ M₂ N₂ O₂ P₂ Q₂ R₂ S₂ T₂ U₂ V₂ d'autre part figurées par un trait fort sur le plan au 1/2000e annexé au présent arrêté.

Ces lignes polygonales correspondent à la limite séparative du domaine de l'Etat et des propriétés riveraines conformément au plan cadastral rénové de la Commune de CALAIS.

Article 2 -

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 3 -

M. le Secrétaire Général du Pas-de-Calais et M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées chargé du Service Maritime des Ports de Boulogne et Calais sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

ARRAS, le

9 NOV. 1976

LE PREFET,

Par le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Information
Suite à donner
Instruction
Avis
Projet de réponse

22 NOV. 1976

a été
- POUR -

adressée à :
t du Pas-de-
des Archives
ales) 1 ex. avec plan annexé
t du Pas-de-Calais (S.G.C.)
insertion au recueil des actes
ifs du département
teur des Services Fiscaux (2ème Direction -
Evaluations) pour information
eur de l'Arrdt de Calais (2 ex)
r-Mer, le 18 Novembre 1976
fet et par délégation
i 1976)
en Chef du Service Maritime des
ulogne-sur-Mer et Calais,